

BRÉSIL - Un suicide écologique : Lettre ouverte d'évêques contre l'exploitation pétrolière au large du littoral amazonien

Cláudia Pereira (introduction) et les auteurs de la lettre

samedi 29 mars 2025, mis en ligne par [Pedro Picho](#)

Cláudia Pereira, membre de la Commission pastorale de la terre (CPT) et de la Commission épiscopale de pastorale et d'action sociale pour les questions d'environnement (Cepast) de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) a rédigé une brève introduction à la lettre ouverte diffusée à la mi-février par un groupe d'évêques pour s'opposer à de nouveaux projets d'exploitation pétrolière offshore. Nous reprenons ici, après traduction, cette introduction avec le texte de la lettre ouverte. Textes publiés les 19 et 20 février 2025 sur les sites de la [CEPAST-CNBB](#) et de la [CPT](#).

Le document dénonce les pressions du gouvernement Lula en faveur de l'exploitation pétrolière et met en garde contre les risques d'un véritable « suicide écologique » du Brésil.

Une vingtaine d'évêques de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) ont signé une lettre ouverte par laquelle ils déclarent leur opposition à l'exploitation pétrolière dans la marge équatoriale, une région de grande importance pour l'environnement et très sensible au niveau écologique. Cette lettre ouverte-pétition intitulée « [La marge équatoriale et le suicide écologique du Brésil](#) » veut faire pression sur le gouvernement Lula pour qu'il ne procède pas à des forages d'exploitation au voisinage de l'embouchure de l'Amazonie, une zone de grande biodiversité comportant des risques d'impacts environnementaux irréversibles [1]



Carte des gisements pétroliers situés entre les États d'Amapa et du Rio Grande do Norte, dans la zone équatoriale communément appelée le « nouveau pre-sal ». Leur exploitation exposerait à un risque majeur pour l'environnement et pour les peuples vivant au voisinage de l'embouchure de l'Amazonie, sur les côtes du Para et du Maranhão à Barreirinhas, du Ceara et de Potiguar au Rio Grande do Norte.

Photo: Petrobras

La lettre ouverte souligne que l'exploitation pétrolière dans la marge équatoriale [2] contrevient aux engagements internationaux pris par le Brésil pour réduire la production et la consommation de

combustibles fossiles et que l'insistance dans ce type d'activité met en péril le patrimoine naturel du pays. Les évêques soutiennent encore que le Brésil doit accélérer sa transition vers des sources d'énergie renouvelables et abandonner l'exploitation des combustibles fossiles qui contribuent à l'aggravation de la crise climatique.

Dom Vicente de Paula Ferreira, évêque de Livramento de Nossa Senhora (Bahia) et président de la Commission épiscopale pour une écologie intégrale et les questions minières (CEEM) de la CNBB, déclare que la signature du manifeste est l'un des moyens d'alerter la société et en particulier les groupes économiques. Il dit qu'il est nécessaire de penser à des alternatives durables de développement au Brésil qui n'affectent pas les biomes et la vie humaine. L'évêque insiste sur le soutien fondamental de l'agriculture familiale et des populations et communautés traditionnelles qui défendent l'environnement. Il déclare que cette idée d'exploiter l'embouchure de l'Amazone est quelque chose de grave qui éloigne de ce qui est proposé dans *Laudato si* et *Laudate Deum*, documents publiés par le pape François qui traitent de la défense de la nature et de la vie.

L'évêque met l'accent sur les conséquences du réchauffement climatique et le cri des plus pauvres qui souffrent quotidiennement dans le pays. « Pour nous, ce serait le plus court chemin vers un véritable suicide écologique. Nous devons réfléchir à des alternatives durables pour le développement de notre pays, en soutenant nos peuples autochtones, les communautés quilombolas, notre agriculture familiale et l'agroécologie. C'est pourquoi nous répudions toute initiative pour procéder à toujours plus d'extraction minière, en particulier en Amazonie. Par conséquent, nous nous associons à un réseau d'activistes, d'écologistes et de personnes qui pensent autrement, comme nous le propose *Laudato Si* et *Laudato Deum*, afin que nous puissions arrêter ce paradigme technocratique, cette notion de développement illimité qui exige d'exploiter les dernières réserves de notre planète Terre ».

La lettre ouverte met également en garde contre le scénario de réchauffement climatique sans précédent face à la planète, avec des températures moyennes de 1,55 degrés au-dessus de la période préindustrielle en 2024, et le risque d'une nouvelle extinction massive d'espèces. Le document souligne que l'exploitation pétrolière dans la Banque équatoriale serait un recul dans la lutte contre le changement climatique et une attaque contre l'environnement ; il invite la société à s'unir sur cette cause pour la défense de l'avenir de la planète.

Texte intégral de la lettre ouverte

La marge équatoriale et le suicide écologique du Brésil

En 2024, nous avons subi un réchauffement moyen des surfaces terrestre et maritime combinées de 1,55 °C au-dessus de la période dite préindustrielle (1850-1900). Il s'agit d'un réchauffement sans précédent dans l'histoire des civilisations humaines et probablement depuis 125 000 ans. Le système économique mondialisé alimenté par les combustibles fossiles et la déforestation déclenche le début du sixième événement d'extinction massive d'espèces au cours des dernières 445 millions d'années. En 2022, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) lui-même a reconnu : « L'ampleur et la magnitude de l'incidence des changements climatiques sont supérieures à celles estimées dans les évaluations précédentes. » L'accélération du réchauffement est sans équivoque. Il a fallu près d'un siècle (1920-2015) pour que le réchauffement atteigne 1°C au-dessus de la période 1850-1900. Mais en seulement 10 ans (2015-2024), nous avons atteint 1,55°C, avec un saut de 0,4°C au cours des deux dernières années.

Ce sont là deux certitudes scientifiques que les gouvernants et les gouvernés au Brésil n'ont plus le droit d'ignorer ou de ne pas prendre en considération :

- 1.- La viabilité de notre pays exige l'abandon des combustibles fossiles, de réduire à zéro les incendies de forêt, la déforestation et les émissions de l'agriculture. Il faut un véritable effort de guerre pour restaurer la superficie végétale native du pays, perdue ou dégradée au cours des dernières décennies.
- 2.- Chaque demi degré de réchauffement de plus rend la planète plus insalubre et hostile, voire mortelle pour nous humains et non-humains.

Nous ne pouvons ignorer une troisième certitude scientifique : le Brésil est un pays extrêmement vulnérable à l'urgence climatique. Il est le berceau d'une richesse biologique unique puisque sur son territoire se trouve la plus grande forêt tropicale de la planète. Il s'avère que, depuis 1970, d'immenses surfaces de la zone native de la forêt amazonienne ont déjà été détruites, principalement par l'agro-industrie : 37 % de sa partie orientale et au moins 21 % de la forêt dans son ensemble au Brésil. Plus de 50 % de la zone du Cerrado et 43 % des Caatingas n'existent plus. Et une grande partie de ce qui reste de ces forêts a déjà été dégradée par l'activité agricole. En conservant la trajectoire actuelle, une grande partie de la région équatoriale brésilienne deviendra inhabitable avant la fin du siècle.

Nos forêts sont des sources de stabilité climatique, de protection de la biodiversité, d'eau et de refroidissement de l'atmosphère. Le déboisement accélère le réchauffement et perturbe considérablement les cycles hydrologiques du pays, en intensifiant les sécheresses. En Amazonie, les sécheresses qui se produisaient tous les cent ans se sont reproduites avec une intensité croissante en 2005, 2010, 2015-2016 et 2023-2024, menaçant ainsi la résilience de la forêt. Les sécheresses s'étendent à la zone semi-aride du Nord-Est et ont déjà créé une première zone aride, dans le cadre d'un processus rapide de désertification. Le réchauffement combiné et la perte de forêts génèrent également des précipitations intenses et des inondations catastrophiques. En 2011, les précipitations dans la région montagneuse de Rio de Janeiro ont provoqué des glissements de terrain classés par l'ONU comme le 8e plus grand glissement de terrain mondial au cours des 100 dernières années. En 2022 et 2023, les inondations ont dévasté Petrópolis, Recife et la côte nord de São Paulo. En 2024, les inondations à Rio Grande do Sul ont été sans précédent. En outre, l'élévation du niveau de la mer touche déjà les 279 communes brésiliennes en bordure de mer, dont 12 capitales d'État. À Rio, le niveau de la mer a augmenté de 13 cm entre 1990 et 2020 et pourrait s'élever de 21 cm supplémentaires d'ici 2050. À Santos, cette élévation pourrait aller jusqu'à 27 cm d'ici 2050. Le GIEC estime que Recife occupe la 16e position dans le classement mondial des villes les plus vulnérables au changement climatique. Selon la Confédération nationale des communes, 94% des municipalités brésiliennes ont déclaré un état d'urgence ou une calamité publique entre 2013 et 2024.

Et voici une quatrième certitude scientifique : nous sommes au début de la courbe ascendante de ces impacts. Les contenir à des niveaux compatibles avec notre capacité d'adaptation devrait donc être notre priorité absolue. La consommation de combustibles fossiles déjà exploités aujourd'hui augmentera les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2050. La création de nouvelles exploitations de ces combustibles créera un réchauffement encore plus important. Par ailleurs l'exploitation du pétrole précisément à l'embouchure de l'Amazonie est quelque chose qui atteint des sommets de stupidité. Il y a là les plus grandes zones de mangrove du monde et d'énormes richesses de récifs coralliens (plus précisément les récifs de rhodolites, qui agrègent également la biodiversité), des poissons, des mammifères marins et des oiseaux migrateurs. Les mesures de l'air effectuées par le laboratoire des gaz à effet de serre de l'Institut national des recherches spatiales (INPE) ont montré une énorme absorption de CO2 atmosphérique par le phytoplancton qui est concentré dans cette région, étant alimenté par les sédiments apportés par le grand fleuve. Le phytoplancton est notre allié pour contenir le réchauffement climatique !

L'IBAMA a classé l'exploitation pétrolière dans cette région comme étant de « risque maximal », avec 18 effets négatifs, dont 4 sont de grande ampleur. Les forts courants marins de cette région augmentent le risque de marées noires et ne permettront pas de limiter à temps la destruction de la vie marine, des côtes et des coraux qui n'existent que là. À l'appui de l'IBAMA, l'Association nationale des fonctionnaires des métiers de l'environnement (ASCEMA) a envoyé au Président Lula un message clair : « L'IBAMA est un organisme d'État dont la mission est la protection de l'environnement et des ressources naturelles du Brésil ». Gêner le travail de l'IBAMA, inaugurer en série des centrales thermoélectriques à gaz « naturel » fossile ou dire que plus de pétrole peut rendre la « transition énergétique » viable, est inacceptable. C'est du cynisme pur. Un document du ministère des mines et de l'énergie (2023) révèle les véritables ambitions du gouvernement : « Le Brésil produit actuellement trois millions de barils de pétrole par jour. On s'attend à ce que ce nombre atteigne 5,4 millions d'ici 2029, avec l'espoir de devenir le 4^e producteur de pétrole au monde, avec 80% de ces ressources provenant du Pré-sal ».

Plus de pétrole, en Amazonie ou ailleurs, est le chemin le plus court vers notre suicide écologique. En ce

qui concerne les émissions accumulées depuis 1850, le Brésil est le 4^e pays le plus émetteur de gaz à effet de serre dans le monde, principalement en raison de la destruction de nos forêts. Dans les émissions actuelles, elle est le 6^e. Nous sommes, en tout état de cause, parmi les plus grandes victimes mondiales de ces émissions. Pour avoir un rôle leader à la COP-30 de Belém, il faut sortir de l'OPEP et réduire nos émissions de 92 % d'ici 2035 par rapport aux niveaux de 2005, comme l'a proposé l'Observatoire du climat, afin d'atteindre zéro émission nette d'ici 2040, car, à ce sujet, le président Lula lui-même a défendu cette position lors de la dernière réunion du G20. Nous ne voulons pas et ne pouvons pas nous permettre les conséquences fatales de conceptions anachroniques et antiscientifiques qui associent encore le pétrole au développement. Ce qui est en jeu, c'est la perte d'habitabilité sous des latitudes croissantes du Brésil et de la planète dans son ensemble.

Tant sur le plan biologique que sur le plan de la civilisation, le Brésil est un pays de grande biodiversité, il dispose donc de toutes les conditions nécessaires pour offrir un développement social véritable à tous, pour autant qu'il ne devienne pas un État pétrolier. Il est urgent de comprendre qu'un véritable développement n'a rien à voir avec la croissance du PIB ou l'augmentation de la consommation d'énergie, en particulier des combustibles fossiles, ce qui, comme la science l'a montré depuis plus d'un demi-siècle, condamne la planète à un effondrement potentiellement irréversible du climat.

Premiers signataires de la pétition, par ordre alphabétique :

- Adilson Vieira. Sociologue. Coordination du Réseau de travail amazonien, conseiller du Fundo Amazônia
- Dom Adolfo Zon Pereira, évêque d'Alto Solimões (AM)
- Dom Adriano Ciocca, évêque émérite de São Félix do Araguaia (MT)
- Alcidema Magalhães, professeure de la UFPA, géographe, coordinatrice du Comitê Dorothy et membre de l'Instituto Socioambiental Casa Amazônia
- Alexandre Araújo Costa, professeur titulaire de l'Universidade Estadual do Ceará
- Alice Gabino, coordinatrice du Movimento Amazônia na Rua (PE)
- Allan Coelho, théologien et professeur universitaire
- Ana Laura Oliveira, coordinatrice de la Rede Emancipa de Educação Popular
- Ana Paula Santos, directrice des universités publiques Universidades de la UNE
- Antonia Cariongo, leader du Quilombo Cariongo (Santa Rita/MA)
- Antonio Donato Nobre, professeur du programme de doctorat en science du système terrestre de l'INPE
- Bruno Magalhães, Coordinateur de la Rede Emancipa de Educação Popular
- Camila Valadão, députée d'État (PSOL-ES)
- Carlos Bocuhy, présidente de l'Instituto Brasileiro de Proteção Ambiental (PROAM)
- Carlos Minc, ex-ministre de l'environnement
- Carlos Nobre, Instituto de Estudos Avançados (USP), membre de l'Académie brésilienne des sciences
- Chico Whitaker, « Prix Nobel alternatif » (Right Livewood Award), conféré par le parlement suédois
- Claudio Angelo, journaliste
- Clóvis Cavalcanti, président d'honneur de la Sociedade Brasileira de Economia Ecológica (EcoEco)
- Coletivo 660
- Christiane Neme Campos, professeure associée, département de théorie de l'informatique, Instituto de Computação, Unicamp
- Cristina Serra, journaliste et écrivaine
- Daniel Seidel, secrétaire exécutif de la Commission brésilienne de justice et paix (CBJP)
- Père Dario Bossi, conseiller de la CNBB
- Déborah Danowski, professeure émérite de la PUC-Rio et chercheuse du CNPq
- Dinamam Tuxá, Articulation des peuples indiens du Brésil (Apib) et APOINME
- Eduardo Viveiros de Castro, anthropologue, professeur titulaire de l'UFRJ et membre de l'Académie brésilienne des sciences
- Emília Wanda Rutkowski, professeure titulaire, FECFAU, Unicamp
- Dom Erwin Krautler, évêque émérite du Xingu
- Fernanda Melchionna, députée fédérale (PSOL)
- Dom Flávio Giovenale, évêque de Cruzeiro do Sul (AC)
- Francisco Cardoso Guedes Neto, secrétaire d'État à l'éducation (RJ) et secrétaire municipal à l'éducation

(RJ)

- Gabriel "Biologia", Vereador (PSOL Fortaleza), biologiste et enseignant en écologie
- Gabriela Castellano, professeure de l'Instituto de Física Gleb Wataghin, Unicamp
- Dom Gabriele Marchesi, évêque de Floresta (PE)
- Dom Gilberto Pastana, président de la Commission pour l'Amazonie de la CNBB et archevêque de São Luís (MA)
- Dom Giovane Pereira de Melo, évêque d'Araguaína (TO)
- Dom Guilherme Antônio Werlang, évêque de Lages (SC)
- Gustavo Goulart Moreira Moura, professeur du cours d'océanographie de l'Instituto de Geociências de l'Universidade Federal do Pará
- Helena Falkenberg Marques, Jeunes pour le climat (DF)
- Heloise Rocha, Groupe conscience indienne (GCI) et syndicat des travailleurs de l'éducation public du Pará (SINTEPP)
- Jackson Pinheiro, professeur de la faculté de biologie de l'UFPA
- Janáina Uemura, action éducative, collectif 660
- João Pedro de Paula, directeur de l'aide aux étudiants de l'UNE
- José Abílio Barros Ohana, biologiste, Casa Amazônia
- Jorge Abrahão, Coordinateur général de l'Instituto Cidades Sustentáveis
- José Acácio de Barros, San Francisco State University, Membre correspondant de l'Academia Brasileira de Filosofia
- José Correa Leite, professeur universitaire, Assemblée mondiale de l'Amazonie (AMA)
- José Eustáquio Diniz Alves, chercheur retraité de l'IBGE
- Dom José Ionilton Lisboa de Oliveira, évêque du Marajó (PA)
- Dom José Luís Ferreira Salles, évêque de Pesqueira (PB)
- Juliane Cintra, action éducative, collectif 660
- Jussara Marques de Miranda, Centro Brasileiro de Pesquisas Físicas
- Dom Lauro Sérgio Versiani Barbosa, évêque de Colatina (ES)
- Lena Lavinias, professeure de l'Instituto de Economia de l'UFRJ
- Liszt Vieira, avocat et sociologue, membre du conseil de l'association Terrazul
- Lourenço Queiroz Capriglione, enseignant sur les thématiques environnementales, communicant sur les questions climatiques et militant du PSOL
- Luana Alves, conseillère municipale (PSOL São Paulo)
- Lucia Mendes, coordinatrice du Fórum em Defesa das Águas, do Meio Ambiente e do Clima (DF)
- Luciana Gatti, coordinatrice du Laboratório de Gases de Efeito Estufa de l'INPE
- Luciana Genro, députée d'État (PSOL-RS)
- Dom Lúcio Nicoletto, évêque de São Félix do Araguaia (MT)
- Dom Luiz Fernando Lisboa, évêque de Cachoeiro de Itapemirim (ES)
- Dom Luiz Gonzaga Fechio, évêque d'Amparo (SP)
- Luiz Marques, professeur retraité collaborateur du département d'histoire de l'Unicamp
- Maike Kumaruara, Groupe conscience indienne (GCI) et Mouvement noir unifié (MNU)
- Dom Manoel João Francisco, évêque de Cornélio Procópio (PR)
- Manuela Carneiro da Cunha, anthropologue
- Manuela Picq, politiste
- Márcio Wagner, professeur de la Faculdade de Engenharia Mecânica de l'UFPA
- Maria Inês Ladeira, anthropologue, Centro de Trabalho Indigenista
- Mariana Conti, conseillère municipale (PSOL Campinas)
- Mariana Riscali, directrice exécutive Fundação Lauro Campos e Marielle Franco
- Marijane Lisboa, professeure de la PUC-SP
- Mary Caroline Ribeiro, coordinatrice générale du Sindtifes-PA et directrice de la Fasubra
- Mauri Cruz, Instituto de Direitos Humanos (IDhES)
- Mauro William Barbosa de Almeida, anthropologue
- Max Costa, Doutorando NAEA/UFPA, coordinateur de la Casa Amazônia et éditeur de la Revista Socioambiental Jatobá
- Michael Löwy, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique, Paris

- Moema Miranda, [Sinfrajupe](#), conseillère de la Commission pour l'écologie intégrale et les questions minières de la CNBB
- Mônica Seixas, députée d'État (PSOL-SP)
- Nadia Farage, anthropologue, professeure retraitée de l'Unicamp
- Oded Grajew, président émérite de l'Instituto Ethos
- Patrícia Valim, professeure de l'Universidade Federal da Bahia (UFBA)/RBMC/Manifesto Coletivo
- Paulino Montejo, conseiller politique de l'Articulação dos Povos Indígenas do Brasil (Apib)
- Paulo Santilli, anthropologue, professeur retraité de l'Unesp
- Dom Pedro Brito Guimarães, Archevêque de Palmas (TO)
- Pedro Ivo Batista, coordination nationale du FBOMS et conseiller du Conama
- Frei Pedro Nelto Alves Lima, OFM, Ação Franciscana de Ecologia e Solidariedade (AFES)
- Professeur Josemar, député d'État (PSOL-RJ)
- Dom Raimundo Vanthuy Neto, évêque de São Gabriel da Cachoeira (AM)
- Dom Reginaldo Andrietta, évêque de Jales (SP)
- Regio dos Santos Gomes, chef de service de l'Instituto de Radioproteção e Dosimetria
- Frei Rodrigo de Castro Amédée Péret, OFM, Réseau Igrejas e Mineração
- Dom Roque Paloschi, évêque de Porto Velho (RO)
- Renata Moara, directrice des questions environnementales de l'UNE
- Renato Cunha, coordinateur exécutif du Gambá, Grupo Ambientalista da Bahia
- Ricardo Dahab, professeur titulaire, département de Teoria da Computação, Instituto de Computação, Unicamp
- Ricardo Galvão, membro de l'Académie brésilienne des sciences, ex-directeur de l'INPE, président du CNPq
- Roberto Robaina, conseiller municipale (PSOL Porto Alegre)
- Rosa Baptista, coordinatrice générale du DCE USP
- Rubens Harry Born, ingénieur, avocat spécialiste des questions environnementales, directeur de la Fundação Esquel, conseiller du CONAMA
- Ruth Almeida, professeure de l'Instituto Socioambiental e dos Recursos Hídricos de l'Ufra
- Sabine Pompeia, professeure du département de psicobiologie, Universidade Federal de São Paulo, Unifesp
- Salete Valesan, Collectif 660
- Sâmia Bomfim, députée fédérale (PSOL)
- Sérgio Haddad, professeur retraité, coordinateur de projets spéciaux d'action éducative
- Sheila Vilhena, professeure de la faculté de biologie de l'UFPA
- Sila Mesquita Apurinã, théologienne, philosophe et coordinatrice nationale du Rede de Trabalho Amazônico (RGTA)
- Simone Romero, Vice-présidente du Syndicat des journalistes du Pará
- Stella Araujo Sette, Collectif 660
- Suely Araújo, coordinatrice de politiques publiques de l'Observatoire du climat, ex-présidente de l'IBAMA
- Thalita Veronica Gonçalves e Silva, défenseure publique de l'État de São Paulo (DPESP)
- Dom Vicente Ferreira, président de la Commission pour l'écologie intégrale et les questions minières de la CNBB.
- Vivi Reis, conseillère municipale (PSOL Belém)
- Vladimir Safatle, professeur du département de philosophie de l'USP
- Dom Zenildo Lima da Silva, évêque auxiliaire de Manaus (AM)

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3737.

- Traduction de Pedro Picho.

- Source (portugais du Brésil) : [CEPAST-CNBB](#), 19 février 2025 et [CPT](#), 20 février 2025.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, le traducteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Les autres signataires de la pétition sur le site de [change.org](#) sont des scientifiques et des responsables d'associations mais aussi un certain nombre d'élus et même un ancien ministre de l'environnement sous un précédent gouvernement Lula. La pétition a déjà recueilli plus de 5000 signatures - NdT.

[2] Elle est souvent dénommée « Pré-sal » car au-dessous d'une couche saline se trouvent des couches rocheuses riches en matière organique fossile, pétrole et gaz. Selon les géologues brésiliens, elles se seraient déposées lors de la séparation des continents africains et américains, il y a plus de 120 millions d'années, au large de l'embouchure de l'Amazone, du golfe du Mexique et des côtes ouest de l'Afrique. La compagnie Petrobras a mis au point des technologies performantes pour l'exploitation dans ces grands fonds marins. Depuis une dizaine d'années déjà, elle a exploré et commencé l'exploitation plus au sud, notamment au large de la baie de Santos et Campos (São Paulo) - NdT.